

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**  
*Bureau de l'environnement*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

**du 31 octobre 2003**

**prescrivant les mesures conservatoires et les conditions de surveillance  
applicables au site de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR,  
aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur les communes de SAINT-NABOR et OTTROT**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre Ier, et notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000 prescrivant à la Société des Carrières de SAINT-NABOR, rue des Carrières à SAINT-NABOR, la mise en sécurité du site de sa carrière,
- VU** le jugement en date du 17 avril 2002 de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance de Saverne mettant fin à la procédure de redressement judiciaire ouverte le 19 mars 2002, prononçant la liquidation judiciaire à effet immédiat de la S.A. Société des Carrières de SAINT-NABOR à SAINT-NABOR et nommant un liquidateur,
- VU** l'arrêté préfectoral d'urgence du 13 mai 2002 imposant de sécuriser le site de la carrière de SAINT-NABOR,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 décembre 2002 prescrivant une étude fixant les mesures conservatoires et les conditions de surveillance applicables au site de la carrière de la Société des Carrières de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur les communes de SAINT-NABOR et OTTROT,
- VU** le rapport du 8 août 2003 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières en date du 9 octobre 2003,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant de la Société des Carrières de SAINT-NABOR n'a pas respecté l'intégralité des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2000 lui imposant la mise en sécurité du site de sa carrière sur les bans des communes d'OTTROT et de SAINT-NABOR,

**CONSIDÉRANT** que cette société a été mise en liquidation judiciaire en date du 17 avril 2002,

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite de cette liquidation judiciaire, les travaux de mise en sécurité du site ont été interrompus et ne sont pas achevés,

**CONSIDÉRANT** que dans son rapport DRS-03-46073/R01 du 19 mai 2003, l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS) a, notamment, au vu de l'évolution des fronts rocheux et de l'accessibilité de la carrière, donné un avis sur les dispositions à prendre a minima pour le très court terme et sur la nature et la fréquence de la surveillance du site,

**CONSIDÉRANT** que le non-achèvement des travaux de mise en sécurité des fronts induit des risques certains d'éboulement de roches et représente de graves dangers pour toute personne qui accéderait au site,

**CONSIDÉRANT** que la surveillance et la sauvegarde du site sont nécessaires dans l'attente de la mise en sécurité finale des fronts,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La Société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur, Me Fabienne WINDENBERGER-JENNER, fait réaliser dans un délai de 3 mois, les mesures minimales conservatoires de sauvegarde définies dans l'article 2 ci-après. Ces mesures permettront de pérenniser la sûreté du site et de poursuivre quand le moment viendra, les travaux de mise en sécurité de la carrière de SAINT-NABOR.

**Article 2 : Dispositions minimales à prendre pour le très court terme** permettant de réduire les pénétrations forcées sur le site de la carrière :

1. mettre en place une clôture solide et efficace, dont les caractéristiques sont définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2002, en veillant à ce que, non seulement les poteaux, mais également le grillage, soient foncés dans le sol :
  - sur le parcellaire de l'indivision Bachert (la clôture enveloppe la tête de front de ce terrain en suivant la limite du périmètre défini par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000 et rejoint à l'Est, la clôture installée sur les terrains de la commune d'OTTROTT et à l'Ouest, la clôture installée sur les terrains de la commune SAINT-NABOR),
  - de part et d'autre du chemin central traversant la carrière d'Est en Ouest. Des portails fermant à clé, installés le long de cette clôture et pouvant laisser passer des véhicules, devront permettre l'accès aux fronts d'OTTROTT, de SAINT-NABOR et d'ATHEN.
2. mettre en place des panneaux d'interdiction de pénétrer sur le site, tous les 20 m à proximité des portails d'accès existants, ainsi que tout le long du front d'OTTROTT et tous les 50 m dans les autres secteurs
3. inscrire sur ces panneaux, outre l'interdiction de pénétration, le niveau de danger encouru. Une formule telle que :

*"Falaises hautes et instables : risque de mort ou de blessure grave par chute ou éboulement rocheux"*

peut être retenue et doit être reproduite sur tous les panneaux.

### **Article 3 : Nature et fréquence de la surveillance du site**

La Société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur, Me Fabienne WINDENBERGER-JENNER, fait effectuer par un organisme extérieur tiers choisi en accord avec l'Administration, une surveillance dont les objectifs sont :

- de vérifier l'intégrité et la continuité des dispositions de sauvegarde prescrites à l'article 2 du présent arrêté et prescrites par les arrêtés préfectoraux des 13 mai 2002 et 25 janvier 2000,
- d'apprécier l'évolutivité des fronts rocheux.

Elle consistera en l'examen scrupuleux des clôtures, portails et panneaux mis en place **sur l'ensemble du site**, ainsi qu'un rapide examen des fronts rocheux avec couverture photographique.

Ces examens seront consignés dans un ou des rapports faisant état des dommages et désordres observés et préconisant les dispositions à prendre en termes de modalités et de degré d'urgence. Les observations devront être reportées sur le dernier plan topographique en date du site. Si un dommage ou désordre jugé majeur est observé, le liquidateur, les propriétaires des terrains concernés et l'administration devront en être aussitôt avertis.

Ces examens seront réalisés deux fois par an, au sortir de l'hiver et de l'été. Les rapports correspondants seront remis au préfet avant le 30 avril et avant le 31 octobre de chaque année.

Entre ces périodes, la société des Carrières de SAINT-NABOR fait effectuer par un organisme de son choix, une surveillance de l'intégrité des clôtures, portails et panneaux situés à la périphérie du site.

Les dispositions du présent article sont applicables à partir de l'été 2003. Le premier rapport d'examen sera remis au préfet avant le 31 octobre 2003.

### **Article 4 :**

Les détériorations constatées sur l'ensemble des clôtures, portails et panneaux seront immédiatement remises en état.

### **Article 5 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société des Carrières de SAINT-NABOR, représentée par son liquidateur.

**Article 6 :**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
  - le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
  - le Maire de SAINT-NABOR,
  - le Maire d'OTTROTT,
  - l'Indivision BACHERT,
  - le Commandant du groupement de gendarmerie,
  - les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée au liquidateur de la Société des Carrières de SAINT-NABOR.

Le Préfet,

**Délais et voie de recours** (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de six mois à compter de sa publication ou de son affichage.